



Tous en scène!

Pour le philosophe Bruno Latour, nous sommes entrés dans un nouveau régime climatique. Où ONG, lobbies et océans ont voix au chapitre au même titre que les Etats.

A 68 ans, il est l'un des rares intellectuels français à empoigner les questions écologiques, et avec quelle inventivité! Le philosophe et anthropologue Bruno Latour le démontre une fois de plus dans son dernier essai, *Face à Gaïa*. A lire d'urgence pour penser autrement «l'affaire la plus grave, la plus enthousiasmante aussi, de notre temps»: notre entrée dans le «nouveau régime climatique». »

» Qu'attendez-vous de la COP21?

Les résultats sont déjà sous nos yeux, et ils sont inouïs. Chaque pays a dû rédiger, à la demande de la présidence française, une note où il expose sa situation en 2030, la façon dont il envisage sa civilisation, et où il confronte sa vision aux autres. C'est inédit dans l'histoire, jamais on n'a connu un cas où les nations du monde aient été appelées à décrire leur avenir de façon multiple et polémique, sans que leurs visions s'intègrent dans un horizon commun de développement – comme c'était le cas, jusqu'ici, à l'ONU ou à l'Unesco... Cette démarche est révolutionnaire, c'est de la grande politique, et une sensationnelle question morale.

Mais les engagements des Etats ne sont pas contraignants... Les politiques ne sont-ils pas dramatiquement en retard sur les scientifiques et une partie de la société civile ?

Les politiques n'agissent en dernier ressort, que lorsqu'ils y sont acculés. Quant à obtenir un accord contraignant, c'est impossible. Cela supposerait qu'il y ait un Etat mondial. En revanche, nous voilà, enfin, dans une situation de conflit, où les Etats confrontent leurs positions et leurs responsabilités respectives. Pour la première fois, nous abandonnons l'idée selon laquelle, le problème étant

global, cela suffit à nous unifier. C'est une énorme avancée pour ces questions d'écologie, qui baignent depuis des années dans le béni-oui-oui, au nom d'un « amour de la nature » censé nous unifier. La nature n'unifie pas, elle divise, il est temps qu'on voie et pense ces divisions.

La question climatique étant globale, ne doit-on pas rechercher un accord global ?

Le CO₂ est bien entendu partout, mais les voitures de Shanghai ne se trouvent pas au même endroit que celles de Lagos. L'échelle globale n'est pas la bonne, car personne ne vit dans un monde mondialisé. Chacun de nous est « situé », s'inscrit dans un ou plusieurs territoires. En nous confrontant au local et au multiple, à nos contradictions, nous retrouvons des réflexes politiques, au lieu de faire appel à la bonne volonté générale et attendre bêtement que la planète bleue nous pacifie. Malgré l'enthousiasme unanime qu'elle a suscité, cette planète bleue a empoisonné durablement la pensée. La relocalisation du global, elle, nous force à redéfinir la tâche politique par excellence : quel peuple formez-vous, avec quelle vision du monde et sur quel territoire ? Dites *qui* vous êtes, *qui* sont vos amis et vos ennemis, *qui* vous êtes prêt à sacrifier pour votre bonheur... On ne comprend rien aux questions écologiques si nous n'acceptons pas d'être divisés à leur propos. Pour résister au désir de vider l'écologie de sa politique, nous devons suspendre ces visions unanimes. Sans reconnaître d'abord que les humains sont partagés en autant de partis en guerre, aucune paix ne sera possible, aucune République ne sera jamais construite. N'en concluez pas que je dédaigne l'idéal d'universalité : je le partage, je le chéris. Mais je cherche un moyen *réaliste* d'y parvenir.

A lire

Face à Gaïa

de Bruno Latour, éd. La Découverte, 398 p., 23 €.

LIRE aussi p. 78.

A voir

Climat, le théâtre des négociations

documentaire de David Bornstein, vidéo de l'expérience des Amandiers, imaginée par Laurence Tubiana, négociatrice principale de la France pour la COP21, et mise en scène par Philippe Quesne et Frédérique Aït-Touati.

Naomi Klein parle elle aussi de guerre, mais d'une guerre contre les énergies fossiles et le capitalisme...

Naomi Klein dramatise la situation par une scénographie classique de gauche, qui fait du capitalisme un monstre global. C'est efficace, comme peut l'être Guignol, mais aussi très simplificateur. Le capitalisme, pas plus que le globe ou la nature, n'est unifié, et les guerres que j'évoque sont multiples. Je les appelle « guerres pour l'occupation des territoires ». Il ne s'agit pas de géopolitique classique. Aujourd'hui, les territoires sont « occupés » par d'autres forces que les Etats souverains. Les îles du Pacifique, par exemple, sont rattachées à d'anciennes puissances coloniales – Etats-Unis et France. Et aujourd'hui, la Chine, et des décisions émanant d'entreprises, de lobbies des énergies fossiles, enfoncent ces îles sous l'eau et les « occupent »...

La situation actuelle rappelle l'Empire romain germanique, avec une multitude d'entités imbriquées. Pour imaginer une recomposition, il nous faut d'abord accepter cet état de décomposition, de démultiplication. Les Français, par exemple, sont partagés en tant qu'Etat – pour ou contre le nucléaire –, mais aussi en tant qu'individu – dois-je manger de la viande, parler climat à une terrasse chauffée en hiver, etc. ? Quel monde souhaitons-nous en 2030, pour nous, nos enfants ? La question s'adresse aussi bien aux climatocceptiques, aux Etats, aux individus qu'aux lobbies des énergies fossiles. Et c'est ce qui en jeu avec la COP21, même si la négociation est simplifiée par le fait que n'y sont représentés que les Etats souverains, se posant un petit nombre de questions concernant les émissions de CO₂. Mais c'est quand même inouï, une assemblée politique qui discute du climat ! Nous sommes vraiment face à un nouveau régime.

Un nouveau régime, mais doté d'institutions anciennes et inadaptées...

Certes, mais songez qu'elles n'ont que 20 ans ! Nous avons mis deux siècles à construire l'idée de développement avec convergence générale sur une terre qu'on voyait sans limites ; cette transformation prendra sans doute autant de temps et va nous conduire à des situations beaucoup plus tendues. Mais la rapidité d'absorption de la politique est quand même sensationnelle.



« La nature n'unifie pas, elle divise, et il est temps qu'on voie et pense ces divisions. »

En mai 2015, vous avez imaginé une simulation des négociations climatiques avec deux cents étudiants venus de Sciences-Po, de l'université Columbia ou de Chine, au Théâtre des Amandiers, à Nanterre. Qu'en avez-vous retiré ?

Nous avons dessiné les cadres dans lesquels auront lieu les COP22, 23 et 24 ! Car si l'on veut obtenir la paix, il faut définir une scène réaliste, représenter où sont les ennemis et cartographier les territoires des uns et des autres : pas seulement ceux des Etats souverains, mais aussi ceux de Monsanto et de Total, des ONG et des scientifiques, de toute une série d'éléments essentiels, humains et non humains. Nous avons donc imaginé une situation où les délégations non étatiques sont représentées à égalité de souveraineté avec les Etats. En mai dernier, « Atmosphère » était sur scène, mais aussi « Sols » et « Océans », avec toutes les contradictions qui existent entre pêcheurs, requins, massifs coraliens... Etaient également représentés les peuples indigènes ou les lobbies du pétrole et du charbon. Des entités géographiques non étatiques, comme l'Amazonie ou l'Arctique. Au total, quarante et une délégations d'Etats et de « non-Etats », chacun d'entre eux ayant cinq représentants humains qui ont âprement négocié, se sont battus comme des chiffonniers et ont fait dérapé plusieurs fois le système.

Quel intérêt à introduire des délégations non étatiques ?

C'est l'invention même du politique : on peut le faire pour une entité artificielle, l'Etat, comme pour l'océan. Ce système de représentation est certes complexe à mettre en œuvre, il conduit à tester la légitimité en permanence – celle de Monsanto quand il parle au nom des agriculteurs, celle du scientifique quand il détermine le nombre de degrés de réchauffement « acceptable » –, mais il existe. Et ce type de simulation est puissant : donner la parole à de nouveaux entrants, étatiques ou autres, change tout. Comme on peut le lire dans les manuels de géopolitique, chaque fois qu'une puissance a vu l'émergence d'une autre, elle a dû reprendre de zéro le calcul de ses intérêts (comme jadis l'Espagne a dû s'ajuster à l'irruption des Pays-Bas ou, aujourd'hui, les Etats-Unis à celle de la Chine). C'est ce qu'on appelle la « balance des pou-



« L'écologie, c'est le CO₂, mais aussi la théologie, le capitalisme... »

voirs » ou le concert discordant des nations. Imaginez comme elle s'agite, cette balance, quand les « villes » et les « sols » se mettent à exiger leurs dûs !

Notre système classique de cartographie est totalement inadapté. Rien, dans ce que nous avons fait depuis deux cents ans, ne tient dans la situation actuelle. Avec l'anthropocène [l'entrée dans un nouvel âge géologique, où l'homme est devenu le principal agent de modification de la terre, NDLR], nous sommes obligés de penser les humains comme force géologique, comme « devenir-pierre ». Les géologues voient brusquement arriver dans leurs sédiments des choses étranges comme les plastiques, les barrages... Alors les intellectuels doivent inventer les solutions alternatives, ce que nous avons fait. Un grand moment de recherche fondamentale ! Et il était sensationnel de voir ces jeunes gens inventer un monde possible.

Vous avez organisé cette simulation dans un théâtre. Pourquoi faire appel aux arts ?

Il faut prendre « climat » au sens de Montesquieu, c'est-à-dire de « civilisation ». Et il faut faire feu de tout bois, nous équiper mentalement, visuellement. Si « la politique est l'art du possible », encore faut-il qu'il y ait des arts pour multiplier ces possibles. Comment, autrement, pourrions-nous créer la sensibilité pour assimiler de pareilles nouveautés, une pareille complexité ? L'écologie, c'est le CO₂, mais aussi le capitalisme, la façon de concevoir la modernité, la théologie... En outre, la

révolution a déjà eu lieu, puisqu'on aurait dû agir dans les années 1980 et qu'on découvre trop tard les effets sur le système. Il faut réinventer ce que veut dire « agir », être optimiste, enthousiaste ou indigné. Les sentiments se fabriquent, ils n'existent pas « naturellement », dépendent de tout un travail d'alchimie, à partir des arts, de l'éducation, de la politique... Aujourd'hui, il est question de prendre soin, de préparer, de tenir compte des limites, de « vivre au milieu des ruines », comme l'écrit l'anthropologue Anna Tsing, et c'est toute une nouvelle culture, une nouvelle esthétique – au sens ancien de capacité à « percevoir » et à être « concerné » – à inventer.

Nous disposons de peu de temps...

Comment allons-nous expliquer cela à nos enfants ? Voilà le problème le plus compliqué. Il va falloir leur dire : les alarmes ont sonné, on a vu, on a su, on a foncé. Ça ressemble, même si la comparaison est délicate, à la situation des Allemands après guerre. Et on sait que l'Allemagne a dû faire un travail de civilisation. Réussir à cette échelle et aussi rapidement, c'est un défi. Il faut espérer que nous en soyons capables. Il nous faudra sans doute d'innombrables scènes de réconciliation, comme en Afrique du Sud. Et accepter de peser moins lourd sur le dos de ce sol qui nous porte à travers le gué du temps. *Propos recueillis par Weronika Zarachowicz Illustrations Marta Orzel pour Télérama*

BRUNO LATOUR

1947
Naissance
1991

Nous n'avons
jamais été
modernes
1999

Politiques
de la nature
2012

Enquête
sur les modes
d'existence : une
anthropologie
des modernes